

LYNDON B. JOHNSON : ENTRE CONTINUITÉS ET RUPTURES



DIRECTION
Alexandra Boudet-Brugal
Benoît Lopez



LYNDON B. JOHNSON : ENTRE CONTINUITÉS ET RUPTURES

DIRECTION

Alexandra Boudet-Brugal
Benoît Lopez

COLLECTION « ACTES »

Comité éditorial

Elsa Bansard (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Marianne Blidon (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IDUP)
Stefano Bosi (Université d'Évry, CEPS)
Maryse Bresson (UVSQ, Printemps)
Sophie Chiari (IHRIM, MSH Clermont-Ferrand)
Claude Didry (CNRS, Centre Maurice Halbwachs)
Pierre Guibentif (Iscte Institut universitaire de Lisbonne, Dinâmia'CET_Iscte)
Christian Hottin (ministère de la Culture, direction générale des Patrimoines
et de l'Architecture, UMR Héritages, CTHS)
Flavie Lavallée (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Sébastien Oliveau (Université Paris-Saclay, MSH Paris-Saclay)
Delphine Placidi-Frot (Université Paris-Saclay, IEDP, associée au Printemps)
André Torre (INRAE, AgroParisTech)

* * *



MSH Paris-Saclay Éditions, Université Paris-Saclay, 2025.

4, avenue des Sciences, 91190 Gif-sur-Yvette

www.msh-paris-saclay.fr

Collection « Actes »

ISSN 2800-7891



Cet ouvrage est publié en accès ouvert selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Utilisation non commerciale – Pas d’œuvre dérivée 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0), qui permet le partage de l’œuvre originale (copie, distribution, communication) par tous moyens et sous tous formats, sauf à des fins commerciales, à condition que l’œuvre originale soit correctement citée et diffusée sans modification, dans son intégralité.

Pour plus d’informations : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

ISBN 978-2-9597054-2-7

Introduction générale

Alexandra BOUDET-BRUGAL & Benoît LOPEZ

So, to you of this student body, I say merely as a statement of fact, America is yours, yours to make a better land, yours to build the great society (Lyndon Baines Johnson, May 07, 1964, « Remarks in Athens at Ohio University »).

In America [...] it might be expected that the highest place would always be won by a man of brilliant gifts. But from the time when the heroes of the Revolution died out with Jefferson and Adams and Madison [...] no president except Abraham Lincoln had displayed rare or striking qualities in the chair (James Bryce, *The American Commonwealth*, 1888).

Au fil du temps, des hommes et de l'expansion des États-Unis, le président américain est devenu non pas uniquement le garant de l'exécutif et le représentant du pays, mais une figure incontournable et centrale au pouvoir. D'une présidence envisagée comme simple, le président étant « le premier citoyen parmi ses pairs » (Graubard, 2004 : 3), la fonction, comme l'a démontré Arthur Schlesinger, évolue au cours du xx^e siècle : icônes politiques incontestées, les présidents américains assument, à divers degrés, un rôle impérial alors que leurs pouvoirs sont accrus. Corwin lui-même reconnaît que l'histoire de la présidence américaine est bien une histoire d'expansion¹. Avec Lyndon Baines Johnson (mandats présidentiels de 1963 à 1969), la présidence domine les deux autres branches du pouvoir, remettant en question l'affirmation d'Edward Corwin sur le fait que « *the Constitution is an invitation to struggle for the privilege of directing American Foreign Policy* » (1957 : 200). De fait, le Congrès va d'une part voter les lois souhaitées par l'exécutif, et d'autre part se

¹ À propos de la « *living constitution* », voir aussi Vlachogiannis, 2014.

plier, presque unanimement, à la volonté de Johnson d'« américaniser » la guerre du Vietnam² (Schlesinger, 2004 [1973] : 178). Mais les années 60 sont aussi le théâtre d'un déclin de la confiance des Américains dans leurs institutions et leurs gouvernants, et Johnson, par la guerre qu'il a décidé de poursuivre et d'étendre, en est l'un des principaux instigateurs. Johnson, président impérial et tout à la fois président déchu, continue d'interroger. Le présent ouvrage fait suite aux réflexions et pistes engagées lors d'une journée d'étude internationale intitulée « Les années Johnson : ruptures, continuité et héritage », organisée le 23 mai 2023³, et vise ainsi à participer au débat sur la présidence de Johnson, d'en explorer les diverses narrations et surtout de rendre compte, par l'analyse, d'une présidence polyphonique, voire cacophonique. Comme l'écrit Philip Geyelin en ouverture de son article intitulé « He Wanted Nothing More than to Succeed » (2003) : « *They have not been dull, the Johnson years.* »

Le 22 novembre 1963, il y a à peine un peu plus de soixante ans, Lyndon Baines Johnson prête le serment d'office à bord d'Air Force One à Dallas, au Texas, quelques heures après l'assassinat de John F. Kennedy. Un *outsider*⁴ à Camelot, le vice-président hérite d'un monde et d'une situation géopolitique complexes et en tension, tandis que Kennedy et ses Sages laissent à Johnson un bilan incomplet et inachevé.

Dans son ouvrage intitulé *Command of Office*, dédié aux présidents américains de Theodore Roosevelt à George W. Bush, Stephen Graubard intitule son chapitre sur la présidence de Lyndon Baines Johnson « The

² À l'exception des sénateurs Ernest Gruening and Wayne Morse, tous deux démocrates, la Chambre des représentants et le Sénat votent pleinement pour la Résolution du Golfe du Tonkin en août 1964.

³ Journée d'étude organisée à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) sous l'égide du Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (CHCSC) et du laboratoire de Droit des affaires et nouvelles technologies (DANTE), ainsi que celle de la Maison des sciences sociales et des humanités (MSH) Paris-Saclay, et de la Graduate School Humanité-Sciences du Patrimoine de Paris-Saclay.

⁴ Graubard utilise les termes « *exclusion and marginality* » (2004 : 360) quand il décrit la vice-présidence de Johnson, une période, précise-t-il : « *among the unhappiest in his long political life* » (Graubard, 2004 : 360). Il est révélateur que Kennedy, pensant qu'il refuserait, proposa le poste de vice-président à Johnson, qui, lui, était persuadé d'être indispensable à un candidat si peu préparé (Graubard, 2004 : 360).

Texan », alors que la section précédente dédiée à John Fitzgerald Kennedy s'intitule « The Boy Wonder », soulignant la tâche ardue de lui succéder⁵. Johnson n'était pas, et dans l'opinion publique n'est toujours pas, perçu comme un homme brillant, précise-t-il, mais plutôt comme une antithèse du jeune Kennedy idéalisé. À l'intellectualisme de ce dernier, qu'il qualifie d'« aristocrate irlandais » issu du milieu aisé de la Nouvelle-Angleterre, on oppose « le cow-boy du Texas » (Graubard, 2004 : 352) qui a grandi dans la pauvreté, à l'identité régionale ancrée depuis des générations au Texas, sans toutefois être un conservateur sudiste raciste, comme le souligne Zelizer (2015 : 2). La portée de la période transitoire d'une présidence, c'est-à-dire les tous premiers mois d'un nouveau président, a été démontrée par de nombreux chercheurs – Henry (1960) ou encore Neustadt (1994) Hastedt & Eksterowicz (2001 et 2005)⁶ – qui mettent en exergue la pression subie par le nouvel occupant de la Maison-Blanche, qui doit prouver sa « capacité présidentielle⁷ ». Johnson n'échappe pas à ce que certains qualifient de « syndrome de la transition ». Mais, parce qu'il est un politicien aguerri, il décide, pour apaiser les craintes, de conserver le cabinet de Kennedy, les très estimés *Best and the Brightest*⁸. Johnson possède également une excellente connaissance du Congrès et de la politique américaine. Les membres du Congrès sont d'ailleurs plus à leur aise pour négocier avec lui qu'avec son prédécesseur – puisqu'il a été « l'un des leurs » pendant vingt-trois ans, comme le souligne Crenson & Ginsberg (2007 : 191), et qu'il sera le meilleur émissaire envoyé au Congrès (Brinkley & Dyer eds, 2004 : 414). Il est par ailleurs un négociateur avisé, la stratégie bipartisane ayant été sa ligne de conduite sous Eisenhower lorsque Johnson était chef de la majorité sénatoriale, tant et si bien qu'Eisenhower, lors de son second mandat, s'est appuyé sur cette collaboration (Graubard, 2004 : 359). En outre, il sait se montrer

⁵ Kennedy a largement battu Johnson en 1960 lors de la nomination à la candidature présidentielle du Parti démocrate : 806 délégués ont désigné Kennedy contre 409 pour Johnson (Graubard, 2004 : 360).

⁶ Ces références sont citées dans Clinton & Lang, 1993.

⁷ « *their capacity to act “presidential”* » (Hastedt, 2011 : 156).

⁸ Titre de l'ouvrage de David Halberstam publié en 1972.

très persuasif, mais aussi attentif, et il exerce une influence, toutefois temporaire⁹, sur les démocrates du Sud puisqu'il a été représentant (1937-1949) puis sénateur du Texas (1949-1961) et chef de la minorité puis de la majorité au Sénat à partir de 1954, et que les Démocrates ne lui ont pas tenu rigueur d'avoir soutenu la Cour suprême dans *Brown v. Board of Education*¹⁰. Et surtout, s'il succède à un « président martyre » (Crenson & Ginsberg, 2007 : 191), Johnson n'est pas l'héritier de Kennedy, mais de Franklin Delano Roosevelt, qu'il admire et qu'il a soutenu quand les démocrates sudistes l'ont abandonné. Il est un législateur dans l'âme, décrit par Zelizer (2015 : 2) comme une « créature du Congrès », et il est intéressant de souligner que Maureen Dowd (2024), chroniqueuse au *New York Times*, a tout récemment comparé Nancy Pelosi à Johnson afin de mettre en avant son talent de négociatrice du Congrès. Johnson est également une créature du New Deal et de Roosevelt, lançant alors des réformes sociales extraordinaires après avoir largement emporté l'élection de 1964 avec 61 % du vote populaire et 486 grands électeurs.

Si la présidence dépend bien du caractère de l'homme, comme l'a démontré entre autres Corwin, ce qui est accompli ou non par un président dépend aussi largement du contexte politique et économique, comme l'ont souligné Andrew Preston (2023) et Julian Zelizer (2015). Le contexte économique des années 60 tout comme la conjoncture politique sont en faveur des Démocrates et du président après leur victoire écrasante en 1964, accompagnée d'une majorité confortable au Congrès. De fait, le mandat de Johnson manifeste un dynamisme remarquable sur le plan intérieur, qui va donner lieu à des réformes parmi les plus radicales et progressistes jamais votées, révélant ainsi un Congrès qui n'est plus une branche dysfonctionnelle du gouvernement (Zelizer, 2015 : 5). Le 89^e congrès (1965-1966), baptisé le « fabuleux 89^e congrès » par

⁹ L'exode des démocrates du Sud prend forme sous le mandat de Johnson, notamment à la suite des signatures du *Civil Rights Act* (1964) et du *Voting Rights Act* (1965). Aucun représentant sudiste ne vote pour le candidat démocrate, Hubert Humphrey, en 1968. Les années Johnson auront donc parachevé la grande mutation du Parti démocrate et le rapprochement des conservateurs avec les Républicains.

¹⁰ Il commence toutefois à perdre de son influence et essuie des critiques à partir de 1958-59 pour avoir été trop conciliant avec Eisenhower (Graubard, 2004 : 359).

Zelizer (2015 : 163) est ainsi le plus productif de l'histoire des États-Unis, un congrès, estime le président de la Chambre des représentants John McCormack « d'espoirs accomplis », de « rêves réalisés » (cité dans Brinkley & Dyer eds, 2004 : 417). Les années Johnson sont ainsi des années de transformations de l'Amérique qui voient le lancement de programmes audacieux, incluant les revendications pour les droits civiques et promettant une « Grande Société ». À ce titre, en 2024, la « Grande Société » a fêté ses soixante ans, et il nous semble impératif de ne pas occulter ces « Grands Travaux » législatifs entrepris par Johnson et son administration qui font ainsi voter une série de législations qui marquera profondément les États-Unis, affichant un dynamisme qui contraste avec un Congrès synonyme de « cimetière pour les projets de lois des libéraux » (Zelizer, 2015 : 3) depuis les années 30. Johnson avait déclaré qu'il irait plus loin que Kennedy, et il tiendra parole¹¹. Entre autres, on peut souligner le *Civil Rights Act* de 1964, dont l'impact est aujourd'hui à nouveau le centre de toutes les attentions, et pour lequel Johnson, s'il s'attire les foudres des sudistes et de son propre état, le Texas, devient « *the President who finishes what Lincoln began* » (Graubard, 2004 : 363). Soulignons aussi la création d'un poste de Special Assistant for Consumer Affairs (1964), *Medicare* et *Medicaid* (1965), sans précédent dans le domaine de la santé américaine, tout comme le *Voting Rights Act* de 1965. On peut également ajouter à cette liste l'*Immigration and Nationality Act* et le *National Foundation on the Arts and the Humanities Act* votés en 1965, le *Highway Safety Act* (1966) et le *Freedom of Information Act* (1966), ou encore le *Clean Waters Restoration Act* promulgué en 1966.

Le président va également déclarer une « guerre contre le crime » le 8 mars 1965, peu après avoir déclaré une « guerre contre la pauvreté », l'un des programmes phares de la « Grande Société ». L'approche de Johnson résonne étonnamment avec notre époque. En effet, la guerre contre le crime ne visait pas tant le comportement criminel que les facteurs sociologiques et économiques qui, selon le gouvernement, menaient à la criminalité. De ce fait, l'éducation reste une priorité de Johnson, qui a été enseignant au Texas, et la guerre contre la pauvreté, « *my kind*

¹¹ « *to go beyond Kennedy and create a “Johnson program”* », (Brinkley & Dyer eds, 2004 : 413).

of program » annonce-t-il (Zelizer, 2015 : 133), est déclarée le 8 janvier 1964, très solennellement devant le Congrès lors de son discours sur l'État de l'Union :

This administration today, here and now, declares unconditional war on poverty in America. [...] It will not be a short or easy struggle, no single weapon or strategy will suffice, but we shall not rest until that war is won. The richest nation on earth can afford to win it. We cannot afford to lose it. (L. B Johnson, 8 janvier 1964, State of the Union Address)

Alors qu'on comptait 45 programmes sociaux en 1961, il en existe 435 en 1968 (Zelizer, 2015 : 314). L'éducation, les droits civiques (y compris l'égalité homme-femme), l'environnement, la pauvreté, la santé, l'éducation sont tout autant de domaines transformés par les politiques alors mises en œuvre, la « Grande Société » contribuant ainsi à améliorer la vie de millions de citoyens (Zelizer, 2015 : 322). Johnson est aussi le premier président à nommer, avec la validation du Sénat, le premier juge Afro-Américain de la Cour suprême, Thurgood Marshall, en 1967, et il nomme Robert Bennett, un membre de la Nation Oneida, Commissioner of Indian Affairs, le second autochtone à occuper ce poste.

Dans un autre registre, l'administration Johnson a adopté une position parfois agressive en matière d'antitrust. Elle a notamment intenté une action en justice pour bloquer l'acquisition de certaines parties de Tidewater Oil proposée par Humble Oil and Refining. De même, Johnson tient à un programme de conservation et de protection de l'environnement qui n'est pas sans rappeler celui de Theodore Roosevelt.

Toutefois, Julian Zelizer (2015 : 8) nous rappelle qu'il est impératif d'adopter une perspective moins centrée sur Johnson si l'on veut analyser rationnellement les facteurs de cette métamorphose législative. Il suggère que l'habileté de Johnson est surtout d'avoir su mettre à profit un contexte social et politique favorable. De fait, sous l'impulsion de l'exécutif, le législatif et le judiciaire ont donc, pendant ces années, œuvré à réorienter la politique intérieure des États-Unis. Les années Johnson et son héritage offrent ainsi tout à la fois des transformations sociétales formidables à l'impact indéniable, qui créèrent dans leur sillage des attentes fortes auprès des Américains, marquées, et parfois occultées, par

les violences urbaines et la débâcle du Vietnam. À ce titre, Graubard écrit que « *the new American Kings fought war constantly* » (2004 : 4), et Johnson est de ceux-là.

Les années Johnson sont en effet les années de l'escalade de l'engagement militaire américain au Vietnam, les années qui conduisent à « la perte de l'innocence » et montrent une Amérique brutale, impériale, sous couvert du mythe de l'exceptionnalisme (Zinn, 2003 [1980] ; Appy, 2015). En matière de politique étrangère et militaire, le bilan de Johnson au Vietnam apparaît aujourd'hui certainement comme l'une des plus grandes erreurs stratégiques militaires des États-Unis. Le président commence son mandat en tant que président élu en 1964, en ignorant les signaux d'un monde en mutation sur le plan géopolitique – la déposition de Khrouchtchev, les essais atomiques de la Chine – tout autant que les critiques de la part de personnages influents et de figures politiques majeures tels Harold Wilson ou Charles de Gaulle. S'il entend les arguments du sénateur Russell, pourtant l'un des plus fervents « faucons » et soutiens de la guerre froide, lui indiquant que le Vietnam ne représente pas un enjeu vital pour les intérêts américains et que s'engager dans le conflit pourrait avoir des conséquences néfastes, il croit avec ferveur en la théorie des dominos formulée par Eisenhower en 1964, et décide d'écouter les *Best and the Brightest*, qui insistent pour accroître la présence américaine dans la région. La résolution hâtive du golfe du Tonkin en août 1964 lui donne carte blanche « *to take all necessary measures to repel any armed attacks against the forces of the United States and to prevent further aggression* » (Schlesinger, 2004 [1973] : 179), dans le même temps qu'elle contribue incidemment à étendre les pouvoirs de la présidence¹², s'apparentant à une capitulation des pouvoirs du Congrès dans le domaine militaire. Si, en 1950, le président Truman avait déjà entériné le fait que les présidents ne demandaient l'approbation du Congrès en matière d'intervention militaire que par pur principe¹³, Johnson se voit de fait accorder le droit d'engager les forces armées américaines sans une déclaration de guerre du Congrès, et avec un accord et soutien *de facto*.

¹² « *the inflation of presidential authority* » écrit Schlesinger (2004 [1973] : 187).

¹³ « *A courtesy rather than a constitutional requirement* » (Crenson & Ginsberg, 2007 : 262).

Après avoir profité de l’élargissement des pouvoirs militaires de l’exécutif affirmé par Kennedy avec la création des forces spéciales en 1961, envoyées au Vietnam pour « conseiller » les Sud-Vietnamiens, Johnson entérine alors, au début de l’année 1965, l’américanisation de la guerre (Schlesinger, 2004 [1973] : 178). Dans le même temps, il reste entouré d’hommes entièrement dévoués aux principes de la guerre froide et à l’endiguement du communisme, tout en ayant une confiance aveugle en la toute-puissance de l’Amérique, que le sénateur Fulbright qualifiera d’« arrogance du pouvoir » en 1966. Plus encore, il ne veut ni être celui qui va « perdre le Vietnam », à l’instar du président Truman qui avait été accusé par les Républicains d’avoir perdu la Chine, ni celui qui paraîtra faible face au communisme¹⁴. En outre, Johnson ne tolère pas la dissidence, surtout au sujet du Vietnam. Le président a un tempérament vif, ses conseillers n’osent pas, une fois les troupes engagées, le contredire, George Reedy évoquant une « aura de révérence » accablante (Schlesinger, 2004 [1973] : 181).

En mai 1967, malgré un mémo pessimiste de Robert McNamara, le secrétaire à la Défense qui doute finalement de l’engagement américain, le président intensifie les bombardements sur le Vietnam du Nord, faisant de lui l’architecte de ce que nombre d’historiens ont qualifié d’intervention la plus désastreuse de l’histoire des États-Unis¹⁵. Mi-mars 1968, comme il l’écrira dans son autobiographie, il reste persuadé que « *We were defeating ourselves* » (Johnson, 1971 : 418). Car les années Johnson sont aussi une période clé qui voit l’émergence du quatrième pouvoir : les médias, lesquels, à partir de 1968, ne soutiennent plus majoritairement le gouvernement au Vietnam. L’opinion publique est divisée, et jamais le mouvement antiguerre n’aura été aussi audible, visible et suivi.

Toutefois, cette opposition n’empêche pas la poursuite de la guerre, reflétant à la fois le caractère impérial de la présidence américaine et l’obstination de Johnson. Si le président « peut façonner l’exécutif à l’image de ses besoins réformistes », comme le suggère Vincent Michelot, il constate

¹⁴ Les Républicains, en 1964 avant les élections, l’accusaient de montrer des faiblesses en matière de défense et de sécurité (Zelizer, 2015 : 146).

¹⁵ Voir par exemple Logevall & Zelizer (2023).

qu'en retour, « la guerre peut aussi forcer le président à réinventer la fonction » (Michelot, 2008 : 5). Pour Johnson, les conséquences de la guerre du Vietnam sur sa fonction sont irrémédiables : le 31 mars 1968, alors que certaines primaires ont déjà eu lieu, et alors qu'il tente de négocier un traité de paix au Vietnam, le président annonce qu'il ne se représentera pas et déclare : « *I shall not seek, and I will not accept the nomination of my party for another term as your president.* » Espérant faire ainsi taire les critiques, le président n'aura pas réussi à user de son « pouvoir de persuasion » (Neustadt, 1990) et la guerre du Vietnam restera dans l'esprit du plus grand nombre « la guerre de Johnson », plus que, comme l'a décrite Arthur Schlesinger, « *a tragedy without villains* ». La guerre du Vietnam, affirment Crenson & Ginsberg (2007 : 264) résonne d'une part comme une défaite militaire, et d'autre part comme une défaite de la présidence Johnson. La dichotomie est flagrante entre les talents de Johnson en matière de politique intérieure, qui se révèlent être le pur produit de son imagination (Brinkley & Dyer eds, 2004 : 412), et ses faiblesses et manquements en politique étrangère.

Ainsi, ce paradoxe remarquable se lit en filigrane dans les chapitres présentés ici : si, rarement, on a vu à la Maison-Blanche candidat tant préparé, fort à la fois d'une expérience en politique, d'une connaissance des arcanes du Congrès – certainement « le meilleur législateur présidentiel » (Dallek in Brinkley & Dyer eds, 2004 : 423) que Greenstein qualifie de « magicien du législatif » (Greenstein, 2001 : 78) – et d'un contexte politique intérieur favorable, Johnson va devenir le symbole d'un président honni et d'une présidence presque anéantie. La présidence « accidentelle » de Lyndon B. Johnson (Zelizer 2015 : 132), avait commencé avec une crise, elle se conclut sur une autre, celle du bourbier du Vietnam, ainsi que par la désintégration de la coalition démocrate en 1968, lors de la convention de Chicago (Zelizer, 2015 : 307). C'est souvent ce que l'on retient du président qui, face à une lutte sourde pour affirmer sa légitimité dans les premières heures, puis à la tête d'une présidence entachée par une guerre impopulaire, marquée du slogan « *Hey, hey, LBJ, how many kids did you kill today?* », semble être tombé en disgrâce. Son mandat et son image ne résistent pas, et beaucoup se demandent si celui que Graubard surnomme « *the most tragic president of the century* » (2004 : 367) et Dallek

« *the flawed giant* » (in Brinkley & Dyer eds, 2004 : 423) sera un jour réhabilité. Les années Johnson s’achèvent dans la violence, à la fois sur les plans national et international : les assassinats de Martin Luther King, le 4 avril 1968, celui de Robert Kennedy le 5 juin 1968, les émeutes qui ont suivi – dont Johnson est rendu responsable par les Républicains qui accusent sa Grande Société d’avoir failli — les affrontements lors de la Convention nationale du Parti démocrate et la répression en août se lisent comme un écho de l’offensive du Têt en janvier, de l’invasion des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie et de l’assassinat de l’ambassadeur américain au Guatemala, en août de cette même année. Johnson a de fait largement contribué à orchestrer ce que Logevall et Zelizer qualifient de « *chaos and dysfunction [...] an atmosphere that would benefit conservative forces diametrically opposed to the political values that LJB hoped to protect and promote* » (2023). On peut alors s’interroger sur la façon dont Geleyin (2003) qualifie les années Johnson : « *More than anything, perhaps, they have been sad, in the sense that Franklin D. Roosevelt thought of Lincoln as a “sad man because he couldn’t get it all at once – and nobody can”* ». Une désillusion, une défaite. Mais ne faut-il retenir que cela, comme longtemps l’a fait l’opinion publique ?

Le présent ouvrage n’a pas pour ambition d’ouvrir la voie à une réhabilitation, mais plutôt d’envisager un rééquilibrage historiographique, afin d’examiner les différents aspects des années Johnson, leur complexité et leur héritage. La présidence Johnson se révèle multiple, reflétant non pas un mais plusieurs arcs narratifs inextricablement liés, que les présents chapitres dévoilent dans cette contribution. Si des ouvrages majeurs ont déjà été produits sur le président Johnson et sa présidence, notamment la remarquable biographie en plusieurs volumes de Robert Caro (1982, 1990, 2002, 2012), la présente étude vise modestement, dans la lignée de ces réflexions, à établir un bilan qui porterait essentiellement sur trois aspects des années Johnson – le juridique, le politique et le culturel –, afin de brosser un portrait pondéré de ces années tumultueuses. On tentera aussi de mettre en relation l’Amérique de Johnson et celle du début des années 2000, en évaluant dans quelle mesure les États-Unis sont

aujourd’hui un produit de ces années¹⁶, et on s’interrogera alors sur un possible effet de miroir. En effet, les atteintes au droit de vote dans certains états, les débats autour de la Cour suprême, ainsi que les tentatives de l’administration Trump de faire reculer la gratuité de l’accès à certains soins médicaux interpellent nécessairement sur la portée, les succès et les échecs des politiques mises en place durant le mandat de Johnson. Une réflexion sur la gouvernance et les actions menées par le gouvernement fédéral ces dernières années ne peut déroger à une analyse du mandat de Johnson. En outre, Johnson lui-même met en lumière le clivage d’une société américaine en mutation : « *fighting between police and students at the Democratic National Convention in Chicago proved every television viewer in America how deep the cleavage was in our society, how intense the hatreds...* » (Johnson, 1971 : 543).

L’émergence d’une coalition conservatrice lors des élections de 1968 est, en grande partie, le résultat des lois et programmes mis en place par l’administration Johnson, pourtant un sudiste texan. Cette déclaration conserve tout son sens aujourd’hui, à l’heure où des procès ont lieu à la suite de l’attaque sur le Capitole le 6 janvier 2021. Ces fractures n’ont pas été résolues depuis les années Johnson, et l’on peut penser que les actions mises en place dans les années 60 ont contribué à les mettre au jour.

Afin de compléter les immenses travaux déjà réalisés sur Lyndon Baines Johnson et sa présidence, cet ouvrage s’appuie sur une approche pluridisciplinaire, voire transdisciplinaire, à laquelle ont contribué notamment des juristes, des civilisationnistes et des historiens en s’articulant autour de trois thèmes majeurs : il porte, dans un premier temps, un regard général et introductif sur le président et la présidence Johnson dans une première partie intitulée « Lyndon B. Johnson et sa présidence : perspectives ». Dans un deuxième temps, il propose de porter un regard appuyé sur la question des droits citoyens et sociaux sous la présidence Johnson. Enfin, il se conclut par une réflexion sur une facette de la « Grande Société », la guerre contre la pauvreté. Ces deux dernières

¹⁶ « One of the most remarkable aspects of the Great Society is how much still lives with us today », écrit Zelizer (2015 : 10). À ce titre, les programmes mis en place lors des années Johnson ont résisté aux mandats de Reagan (Zelizer, 2015 : 319).

parties mettent ainsi en lumière une série d'études de cas révélateurs du travail titanique accompli par Johnson et son administration, ses limites parfois et ses résonances dans l'Amérique d'aujourd'hui.

La première partie met en lumière la dichotomie existante entre une présidence remarquable et transformationnelle, et les manquements dont Johnson s'est rendu coupable. Elle s'ouvre ainsi avec un texte de **Stephen Whitfield** (Brandeis University, MA) intitulé « *Reading Robert Caro's Life of Lyndon Johnson* ». Soulignant d'emblée le travail titanique de Caro, Stephen Whitfield entrelace l'évolution, voire la transformation de Johnson avec le travail de recherche et d'écriture de Caro, l'un président controversé et l'autre ancien journaliste à la routine de travail excentrique et à l'obsession du détail. Véritable équilibriste, Stephen Whitfield nous plonge à la fois dans l'univers de la création de la biographie de Johnson et la métamorphose du président, ponctuant son texte d'anecdotes révélatrices tant du biographe que du sujet. Dans un même temps, l'auteur souligne les nombreuses critiques qu'a reçues Caro de la part de ses confrères, et notamment l'aspect « déséquilibré » de son portrait : on l'a paradoxalement accusé de manquer de nuance dans la pléthore de détails accumulés. Stephen Whitfield prend soin de mettre en exergue les fêlures de certaines de ces accusations et passe en revue les divergences et les contrastes entre les « rivaux » de Caro, concluant que ce dernier était clairement mû par la volonté de montrer ce que le pouvoir fait aux gens. Stephen Whitfield met ainsi en évidence la singularité de l'auteur : c'est en Robert Caro, soutient-il, que Johnson a trouvé, de façon posthume, le plus dévoué, le plus conscientieux et le plus ambitieux des biographes.

De la même façon, dans « *Part of the Way with LBJ: The Shifting Legacies of Lyndon Johnson* », **Mark Atwood Lawrence** (directeur de la LBJ Presidential Library and Museum à Austin, Texas), met en lumière la question d'une possible réévaluation de la présidence de Johnson, malgré les nombreuses attaques et accusations dont elle a fait l'objet. Il avance trois arguments majeurs dans ce sens, jusqu'à faire de Johnson un point de référence auquel le président Biden pourrait être mesuré. Il estime ainsi que les nouvelles sources mises à jour, le fait que le débat autour de la guerre du Vietnam a perdu en intensité, et enfin le caractère hyperpartisan de la politique aujourd'hui ont rendu possible une réécriture de

l'héritage du président. Toutefois, au regard de la guerre du Vietnam, Mark Atwood Lawrence invite à la prudence quant à une réhabilitation de Johnson.

« Presidents, Their Staffs, and How Administration Affects Policy: JFK, LBJ and the Case of Vietnam », de **David B. Starr** (Brandeis University, MA), propose ensuite une étude des politiques mises en œuvre concernant la guerre du Vietnam en s'appuyant principalement sur les personnalités de Kennedy et de Johnson et la façon dont, incidemment, ils collaboraient avec leurs équipes. Il analyse comparativement comment les dynamiques relationnelles, auxquelles s'ajoute le contexte, ont influé sur les prises de décision concernant le Vietnam. Kennedy comme Johnson ont tous deux hérité de tensions en Asie du Sud-Est, mais les deux hommes affichaient des personnalités et des *modus operandi* relationnels distincts, l'un favorisant une atmosphère d'échanges et de questionnements intellectuels, tandis que l'autre était un imposant équilibriste qui refusait les voix dissonantes. David B. Starr propose ainsi une étude comparative et analytique des deux présidences et met en exergue la façon dont les personnalités, les relations qui en découlent et le contexte génèrent des forces et des faiblesses qui peuvent asseoir ou défaire une présidence et son héritage.

Enfin, **Julien Boudon** (Université Paris-Saclay) conclut cette première partie en proposant l'étude du cas de l'élection présidentielle de 1964 dans son texte intitulé « L'élection présidentielle de 1964 : un tournant dans la vie politique américaine ». Derrière ce scrutin, ce sont plusieurs histoires politiques qui s'entrechoquent. Ainsi, pour le constitutionnaliste et le politiste, elles annoncent un bouleversement dans la géographie électorale des États-Unis d'Amérique. À la répartition inchangée depuis la guerre de Sécession, d'un Sud acquis aux Démocrates et d'un Nord massivement républicain va se substituer une forme de retournement. Le « Sud profond » tourne progressivement le dos aux Démocrates et vote de plus en plus nettement en faveur des Républicains. De ce point de vue, l'élection présidentielle de 1964 est remarquable : pour la dernière fois jusqu'à aujourd'hui, le candidat démocrate l'emportait sur son rival républicain dans les États du Sud.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à ce que l'administration Johnson a mis en place dans le cadre de la « Grande Société ». Elle invite à s'attarder sur la genèse du *Voting Rights Act*, propose une analyse de l'évolution des droits des Amérindiens, et interroge le programme *Job Corps* et les avancées dans le domaine de l'accession aux services de santé.

Olivier Richomme (Université Lumière Lyon 2), nous plonge donc dans les coulisses du *Voting Rights Act* (VRA) dans son texte « *Katzenbach v. South Carolina* (1966) and LBJ's Voting Rights Legacy ». Il soulève avec justesse les multiples facteurs qui ont mené à sa concrétisation et ont contribué à son succès. Ainsi, il met en exergue un Congrès favorable au président et l'approche alors bipartisane, mais également le talent de Johnson, l'activisme du mouvement pour les droits civiques, ainsi que le travail de la Civil Rights Division au sein du ministère de la Justice. Cet organe effectue un travail tout à fait remarquable en rédigeant avec une attention accrue la section 5 du VRA. Olivier Richomme met notamment en lumière l'inclusion d'une provision considérée par certains comme restrictive, la *preclearance*, qui fut jusqu'en 2013 la clé dans la réussite du VRA, et son abrogation récente. L'auteur nous invite à observer comment les trois branches du pouvoir fédéral américain travaillèrent en étroite collaboration, permettant, enfin, une application pleine du XV^e amendement à la Constitution américaine (1870), tout en mettant en lumière combien cet épisode tranche avec la réalité politique fortement polarisée d'aujourd'hui. En ce sens, l'arrêt *Katzenbach v. South Carolina* (1966) entérine le VRA et marque ainsi un moment historique.

Dans un deuxième temps, **Sophie Croisy** (Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines), dans « The State of Indigenous Affairs During the John F. Kennedy/Lyndon B. Johnson Administrations (1961–69): A Federal Change of Heart from Termination to Sovereignty », rappelle la mise à la marge systématique, voire l'effacement, des peuples amérindiens aux États-Unis, jusque dans les années 60, que ce soit dans les domaines économique, politique ou culturel. Si les années 60, et tout particulièrement l'ère Johnson, sont marquées par des luttes et des avancées majeures en matière de droits civiques, l'autrice prend soin de distinguer les demandes autochtones de celles du mouvement plus large pour les droits civiques que l'on connaît, en rappelant leur combat pour la

préservation de leurs droits et coutumes. Elle examine comment Johnson a parachevé ce que Kennedy avait commencé, en proposant une analyse des discours et les programmes et politiques de justice sociale mis en place en réponse aux demandes et résistances des Amérindiens. La continuité de ces deux administrations dans ce domaine a permis d'établir un précédent durable et de définir un nouveau cap pour les États-Unis quant aux droits indigènes, qui résonnent encore aujourd'hui malgré certaines faiblesses et lenteurs.

Benoît Lopez (UVSQ) s'attelle à l'épineuse question de l'insertion sociale de la jeunesse aux États-Unis dans son texte intitulé « *Job Corps : un programme social pour héritage ?* ». Le programme *Job Corps* et son intégration encore aujourd'hui dans l'action de l'administration fédérale américaine, et plus particulièrement du ministère du Travail américain, interpelle. Après avoir identifié ses éléments de faiblesse, Benoît Lopez en souligne les lignes de force. Une approche de droit comparé permet de mettre en exergue ces dernières mais elles sont aussi l'occasion de questionner le rôle des forces armées et ses méthodes dans la conception des initiatives d'insertion professionnelle développées depuis le lancement des centres *Job Corps* de Johnson des deux côtés de l'Atlantique.

La troisième partie conclut cet ouvrage avec deux angles originaux sur la guerre contre la pauvreté, tout d'abord en examinant une région souvent oubliée, les Appalaches, et enfin la perspective sécuritaire.

Taoufik Djebali (Université de Caen) s'attache à examiner un programme mis en place dans le cadre de la « Grande Société » et plus particulièrement de la *War on Poverty*. Son texte, « La Appalachian Regional Commission de Johnson et la lutte contre la pauvreté. Le succès d'un modèle de développement », propose de porter un regard appuyé sur ce que l'administration Johnson a mis en place afin de lutter contre la pauvreté en milieu rural à travers le cas de la région des Appalaches, alors à la marge tant sur le plan économique que social. En s'appuyant sur un programme fondateur de Kennedy, qui s'articulait autour de trois axes (transport, enseignement et santé), Johnson va poursuivre et étendre une action que l'auteur qualifie de novatrice et de très engagée. Contre toute attente, ce programme a survécu, peut-être car il s'est présenté comme

un programme d'aide régionale plus qu'une lutte contre la pauvreté, suggère l'auteur. Son champ d'action s'est même élargi, tout comme des programmes similaires ont vu le jour dans d'autres régions, reflétant la portée sociale et économique des actions menées par l'administration Johnson.

Pour clore cet ouvrage, **Benjamin Fiorini** (Université Paris 8), dans « *La War on Crime* du président Lyndon B. Johnson. Anatomie d'un virage sécuritaire », propose une réflexion sur l'action du président Lyndon Johnson portée à travers ce qui restera l'un de ses slogans phares, « *war on crime* » évoqué pour la première fois le 8 mars 1965. Derrière la formule, Benjamin Fiorini propose d'analyser les changements politico-juridiques qui ont suivi cette annonce qui, à l'époque déjà, semble paradoxale pour certains commentateurs avertis, la criminalité n'ayant pas atteint un pic historique. Ainsi, il apparaît que les politiques initiées par le gouvernement fédéral sous Lyndon Johnson se sont rapidement répercutées sur les gouvernements des états fédérés dans toute l'Amérique. Vont ainsi apparaître des programmes d'amélioration des communautés et des programmes de formation des agents des forces de l'ordre. Autre élément récurrent de l'approche de Johnson, son ambition sécuritaire coïncide avec la création d'une commission dédiée, la Commission on Law Enforcement and Administration of Justice (CLEAJ).

Références bibliographiques

- APPY Christian, 2015. *American Reckoning, The Vietnam War and our National Identity*, New York, Viking.
- BRINKLEY Alan & DYER Davis (eds), 2004. *The American Presidency*, New York, Houghton Mifflin Company.
- CARO Robert A., 1982. *The Path to Power*, New York, Alfred A. Knopf.
- CARO Robert A., 1990. *Means of Ascent*, New York, Alfred A. Knopf.
- CARO Robert A., 2002. *Master of the Senate*, New York, Alfred A. Knopf.
- CARO Robert A., 2012. *The Passage of Power*, New York, Alfred A. Knopf.

- CLINTON David W. & LANG Daniel G., 1993. « What Makes a Successful Presidential Transition? », *Presidential Studies Quarterly*, 23 (1), p. 41-55, <http://www.jstor.org/stable/27551079> (Consulté le 28/12/2023).
- CORWIN Edward S., 1957. *The President: Office and Powers*, New York, New York University Press.
- CRENISON Matthew & GINSBERG Benjamin, 2007. *Presidential Power, Unchecked and Unbalanced*, New York, W. W. Norton & Company.
- Dowd Maureen, 2024. « Nancy Pelosi, Mother of Dragons », *The New York Times*. Mis en ligne le 21/08/2024, <https://www.nytimes.com/live/2024/08/20/opinion/thepoint?smid=nytcore-ios-share&referringSource=articleShare#dowd-pelosi-dragons-biden> (Consulté le 21/08/2024).
- GEYELIN Philip, 2003. « He Wanted Nothing More than to Succeed », in W. D. Sloan & L. B. Anderson (eds.), *The Sad Years of President Lyndon B. Johnson, Pulitzer Prize Editorials: America's Best Writing, 1917-2003*, 3th edition, Ames, Iowa State Press, p. 177-80, <https://www.pulitzer.org/article/sad-years-president-lyndon-b-johnson> (Consulté en novembre 2023).
- GRAUBARD Stephen, 2004. *Command of Office*, New York, Basic Books.
- GREENSTEIN Fred I., 2001. *The Presidential Difference*, Princeton, Princeton University Press.
- HALBERSTAM David, 1972. *The Best and the Brightest*, New York, Random House.
- HASTEDT Glenn P., 2011. « The Presidency », in S. W. Hook & C. M. Jones (eds.), *Routledge Handbook of American Foreign Policy*, New York, Routledge.
- HENRY Laurin, 1960. *Presidential Transitions*, Washington, DC, The Brookings Institution.
- JOHNSON Lyndon B., 1971. *The Vantage Point: Perspectives of the Presidency, 1963-1969*, New York, Holt, Rinehart and Winston.
- LOGEVALL Fredrik & ZELIZER Julian E., 2023. « The Cost of Overcorrecting on Lyndon Johnson and Vietnam », *The New Republic*, mis en ligne le 2/12/2023, <https://newrepublic.com/article/177169/cost-overcorrecting-lyndon-johnson-vietnam> (Consulté le 02/12/2023).
- MICHELOT Vincent, 2008. *L'Empereur de la Maison-Blanche*, Paris, Armand Colin.

- NEUSTADT Richard. E. 1990. *Presidential Power and the Modern Presidents: The Politics of Leadership from Roosevelt to Reagan*, 4th edition, New York, Free Press.
- PRESTON Andrew, 2023. « The Emperor Is Dead – Long Live the Empire: The Enduring Legacy of the Imperial Presidency », *Modern American History*, 6 (2), p. 259-264, <https://doi.org/10.1017/mah.2023.16>.
- SCHLESINGER Arthur, 2004 [1973]. *The Imperial Presidency*, Boston, Houghton Mifflin.
- VLACHOGIANNIS Apostolos, 2014. *La Living Constitution. Les juges de la Cour suprême des États-Unis et la Constitution*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Bibliothèque de la pensée juridique ».
- ZELIZER Julian E., 2015. *The Fierce Urgency of Now: Lyndon Johnson, Congress and the Battle for the Great Society*, New York, Penguin Press.
- ZINN Howard, 2003 [1980]. *A People's History of the United States*, New York, HarperCollins.

LYNDON B. JOHNSON : ENTRE CONTINUITÉS ET RUPTURES

2025 marque une série d'anniversaires liés à la présidence de Lyndon B. Johnson. En matière de politique étrangère, 1965 voit le lancement de l'opération *Rolling Thunder*, tandis que 1975 est marquée par la déclaration du président Ford proclamant la fin la guerre du Vietnam. Sur le plan intérieur, 1965 est aussi l'année du vote par le Congrès du *Voting Rights Act* et du *Social Security Act*, instaurant Medicare et Medicaid.

Lénigme de la présidence Johnson – législateur aguerri, président impérial, puis président déchu – continue d'interroger. Cet ouvrage explore les multiples arcs narratifs de sa présidence, mettant en lumière l'articulation entre la personnalité de l'homme et les contextes politique et géopolitique d'alors. Car si Johnson a su tirer parti d'un climat social et politique favorable pour insuffler une impulsion législative hors du commun, le contraste est immense avec son bilan désastreux en matière de politique étrangère, résultante de la guerre du Vietnam.

Structuré en trois parties, l'ouvrage s'ouvre sur un regard général porté sur le président et son mandat, se poursuit avec une analyse de la question des droits citoyens et sociaux, et se conclut par une réflexion sur la guerre contre la pauvreté, pilier de sa « Grande Société ». Les contributions réunies ici mettent en lumière l'ampleur du travail accompli par Johnson et son administration, ses limites, et ses résonances dans l'Amérique d'aujourd'hui. La présidence Johnson apparaît alors comme une période de profondes mutations, révélant une société clivée, dont les fractures ne cesseront de s'amplifier.

Juristes, historiens et spécialistes de la civilisation américaine croisent ici leurs approches comparées pour éclairer la complexité d'une présidence dont l'héritage résonne encore dans les débats contemporains.